

Lettre ouverte à M. le Directeur général,

A la suite de votre communication pour tenter de rassurer les agents après les annonces faites par Mme. Penicaud dans les medias, nous tenons à nous adresser à vous pour rétablir certains faits.

La crédulité dont vous semblez nous croire capable est presque injurieuse et méprisante et soyez sûr monsieur le Directeur Général que nous n'accordons aucun crédit aux rumeurs. Les faits sont à eux seuls suffisamment graves pour alarmer les agents.

Dans votre lettre, vous ne démentez en réalité aucune information. Vous confirmez au contraire l'article du Parisien annonçant une suppression « à 3 chiffres » d'effectifs à commencer par les fonctions support. On parle bien de la disparition de centaines de postes dès 2018 que vous balayez d'un revers de main en osant les qualifier de « légère baisse d'effectifs ». Les 600 ou 700 (peut-être plus) personnes concernées et leurs familles apprécieront. Pensez-vous vraiment que :

- La **suppression de « quelques centaines de postes » pour 2018** ne devrait pas nous inquiéter ?
- L'**ordonnance n°8** qui acte le transfert sur la CSG des cotisations salariales et signe l'arrêt de mort de l'assurance chômage ne devrait pas nous inquiéter ?
- L'**accord GPEC** de 2016 entérinant la quasi disparition des métiers de l'indemnisation au profit d'opérateurs privés ne devrait pas nous inquiéter ?
- La **disparition des offres de services spécifiques** comme le réseau cadre ne devrait pas nous inquiéter ?
- La **suppression de milliers de contrats CUI** (dont 350 en Ile de France) ne devrait pas nous inquiéter ?
- L'**externalisation massive de nos missions** en application du **plan de restructuration 2020** ne devrait pas nous inquiéter ?
- Le **gouvernement qui cherche à faire 3 milliard d'euros d'économie** sur notre dos et celui des demandeurs d'emploi ne devrait pas nous inquiéter ?

Madame Pénicauud peut juger, avec vous, la question de la privatisation « hors sujet » cela ne nous rassure en rien et ne dément pas les propos qu'elle a elle-même tenus dans les medias. Toutes les politiques concernant pôle emploi depuis plusieurs années vont dans ce sens. **La privatisation de pôle emploi a déjà commencé** même si vous l'appellez pudiquement externalisation.

La CGT Pôle Emploi Ile de France dénonce depuis des années cette politique de destruction de nos métiers et du service public de l'emploi. Nous mettrons tout en œuvre pour contrer ce projet et défendre nos emplois et nos missions. Nous pensons que seul un mouvement de grève de grande ampleur sera à même de faire plier le gouvernement et nous appelons tous les syndicats et tous les agents à le construire avec nous dans l'unité pour obtenir satisfaction de nos revendications.

- **Aucune suppression de poste à pôle emploi**
- **Le maintien et le retour de toutes nos missions**
- **La suppression de l'accord GPEC et du plan de restructuration Pôle Emploi 2020**
- **La CDIisation des contrats précaires en CDD ou CUI-CAE**
- **Le retrait de TOUTES les ordonnances**

TOUS ENSEMBLE NOUS POUVONS GAGNER

Nous appelons tous les agents à faire grève massivement et à manifester

Le jeudi 21 septembre

Rendez-vous intersyndical pôle emploi à 13h30

A l'angle de la rue du Maine et de l'avenue du Maine

